



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHE N° 4712502

MARCHE DE SERVICES

Acheteur

Ordonnateur : M. le Maire de Souffelweyersheim – 1 place du Général de Gaulle –
67460 SOUFFELWEYERSHEIM.

Pouvoir adjudicateur : Commune de Souffelweyersheim, représentée par Pierre PERRIN,
Maire de Souffelweyersheim autorisé à signer le marché en application de la délibération
du Conseil Municipal en date du 2 juin 2020.

Objet de la consultation

**FOURNITURE DE REPAS EN LIAISON FROIDE POUR LES SITES DE
RESTAURATION SCOLAIRES DE LA COMMUNE DE
SOUFFELWEYERSHEIM**

Date limite de remise des offres

Date : 04/08/2025

Heure : 17h00

Offres à déposer exclusivement par voie dématérialisée sur la plateforme :

[Alsace Marchés Publics](#)

Sommaire

1. Objet du marché	3
1.1 Lieu d'exécution	3
1.2 Forme du marché	3
1.3 Durée du marché.....	3
1.4 Reconduction	3
2. Organisation de la consultation	4
2.1 Procédure de passation.....	4
2.2 Modalités de financement.....	4
2.3 Dispositions relatives aux groupements	4
2.4 Variantes libres – Variantes imposées – Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE).....	4
2.5 Modification de détail au dossier de consultation	5
2.6 Délai de validité des offres	5
2.7 Visite des lieux d'exécution de marché	5
2.8 Dispositions relatives au développement durable	5
3. Contenu du dossier de consultation	5
4. Retrait du dossier de consultation	6
5. Présentation des candidatures et des offres	6
5.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures :	6
5.2 Éléments nécessaires au choix de l'offre	7
6. Examen des candidatures, jugement des offres et attribution du marché.....	8
6.1 Examen des candidatures.....	9
6.2 Jugement des offres	9
6.3 Négociation	11
6.4 Rectification des offres.....	11
6.5 Attribution du marché.....	11
7. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres 12	
8. Renseignements complémentaires	13
9. Procédures de recours	13

1. Objet du marché

La consultation porte sur la fourniture et livraison de repas en liaison froide pour les restaurants scolaires de la Ville de Souffelweyersheim, sous convention avec la FDMJC, ainsi que diverses prestations associées, comprenant notamment la restauration du collège les Sept Arpents.

Le prestataire assurera l'approvisionnement, la fabrication, le conditionnement, le stockage et la livraison des repas sur site, conformément aux différentes dispositions réglementaires en vigueur.

Pour plus de renseignements, se reporter au cahier des clauses particulières (CCP).

1.1 Lieu d'exécution

Les repas seront livrés par le prestataire sur les sites suivants :

Restauration scolaire RAPP et COLLEGE

Adresse de livraison : 8 rue des Sept Arpents – 67460 Souffelweyersheim

La restauration TURLUPINS maternelles

Adresse de livraison : Centre Socio-éducatif, 10-12 rue des Sept Arpents, 67460 Souffelweyersheim

La restauration COQUELICOTS maternelles

Adresse de livraison : 18 allée des Peupliers, 67460 Souffelweyersheim.

1.2 Forme du marché

La consultation ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots. Les prestations donneront lieu à un marché unique.

Le présent marché ne fait pas non plus l'objet d'un fractionnement en tranches ou bons de commande.

1.3 Durée du marché

La date de début d'exécution prévisionnelle est fixée au 5 Janvier 2026 et pourra être repoussée au 2 mars 2026 suivant l'état d'avancement des travaux. La durée initiale du présent marché est fixée à 1 an et demi, soit jusqu'au 31 juillet 2027 inclus. En application de l'article R2112-4 du code de la commande publique.

Une réunion de lancement est à prévoir avant le démarrage des prestations.

1.4 Reconduction

Le marché pourra être reconduit 2 fois par période de 12 mois, soit jusqu'au 31 juillet 2029 inclus.

La reconduction est tacite.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire le marché, il prendra une décision expresse de non-reconduction qui sera notifiée au titulaire au plus tard dans un délai de 30 jours calendaires avant la date d'échéance du marché.
Le titulaire ne dispose pas de la faculté de refuser la reconduction du marché.

2. Organisation de la consultation

2.1 Procédure de passation

La présente consultation est passée dans le respect des dispositions des articles R. 2123-1 à 2123-7 du Code de la commande publique selon une procédure adaptée ouverte avec négociation éventuelle, librement définie par l'acheteur (cf article *Négociation* du Règlement de la consultation).

Il est à noter que la procédure adaptée relève des dispositions spécifiques de l'article **R. 2123-1 3°** du Code de la commande publique.

2.2 Modalités de financement

Financement sur les budgets annuels de la Commune de Souffelweyersheim et de la Collectivité Européenne d'Alsace en ressources propres. Le délai global de paiement est de 30 jours.

2.3 Dispositions relatives aux groupements

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises. Si le marché est attribué à un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement.

Il n'est pas possible de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

Il est possible de présenter des offres en qualité de membres de plusieurs groupements.

Sans préjudice des dispositions de l'article L2141-13 du Code de la commande publique et conformément à l'article R2142-26 du Code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché. Toutefois, en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de ce dernier, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou entreprises liées. L'acheteur se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

2.4 Variantes libres – Variantes imposées – Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)

Dans le cadre de la présente consultation, il n'est pas prévu de variante libre ni de variante imposée, ni de PSE. Aucune variante ne sera analysée.

2.5 Modification de détail au dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.6 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres finales.

2.7 Visite des lieux d'exécution de marché

Les candidats devront **obligatoirement** procéder à une visite des lieux d'exécution du marché.

Deux dates de visite sont prévues :

- Mercredi 16 juillet à 9h00
- Lundi 21 juillet à 9h00

Pour obtenir les renseignements afin d'effectuer cette visite, ils devront s'adresser à M. Pierre FREESS, Responsable du service technique par l'intermédiaire de la plateforme : www.alsacemarchespublics.eu

À l'issue de cette visite obligatoire, une attestation de passage sera délivrée aux candidats, preuve que la visite a été réalisée.

2.8 Dispositions relatives au développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCP.

Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque prestataire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- L'avis d'appel public à la concurrence publié au JOUE (AAPC),
- Le présent règlement de la consultation (RC),
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes 1 et 2,
- Le bordereau du prix unitaire (BPU), contenant un détail quantitatif estimatif (DQE) basé sur une quantité estimée annuelle,
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP),

- Le cadre de mémoire technique et environnemental (MT),
- Un calendrier de saisonnalité des fruits et légumes d'Alsace,
- Un tableau de performances en matière d'approvisionnements directs.

4. Retrait du dossier de consultation

L'acheteur informe les candidats que le dossier de consultation est dématérialisé.

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) peut être consulté et téléchargé gratuitement à l'adresse suivante :

<https://plateforme.alsacemarchespublics.eu/>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par l'acheteur, les opérateurs économiques devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard *.zip (lisibles par Winzip, Quickzip)
- Adobe® Acrobat® *.pdf (lisibles par le logiciel Adobe Reader)
- *.doc ou *.xls version 2000-2003 (lisibles par Microsoft Office ou OpenOffice)
- Rich Text Format *.rtf
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer,...).

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé à l'entreprise de créer un compte sur la plateforme de dématérialisation où il renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire, et une adresse électronique afin de la tenir informée des modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues...).

5. Présentation des candidatures et des offres

Les candidats auront à produire les pièces relatives à la candidature et à l'offre définies ci-dessous, rédigées en langue française.

5.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures :

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes :

5.1.1 Situation juridique

- DUME ou Formulaire **DC1** ou équivalent : Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants,
- DUME ou Formulaire **DC2** ou équivalent : Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement.

5.1.2 Capacité

- **Déclaration chiffre d'affaires** : déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les **trois derniers exercices** disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique (sauf si déjà mentionné dans le DUME ou DC2).
- **Références de services similaires** : présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des **trois dernières années**, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

Le candidat pourra prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par l'acheteur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées au présent article ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché par un engagement écrit de l'intervenant.

Il est porté à l'attention des candidats que, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, ils ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats sont invités à utiliser le coffre-fort électronique disponible gratuitement depuis leur compte sur <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu/>.

5.2 Éléments nécessaires au choix de l'offre

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants :

1. L'acte d'engagement **(A.E.)** daté et signé et ses éventuelles annexes ;
2. Le bordereau du prix unitaire **(BPU)** dûment complété ;

En annexe du BPU : le **détail quantitatif estimatif** du BPU dûment complété ;

3. Un **mémoire technique** comprenant déclinant **l'organisation de la société** et **les moyens humains dédiés au projet** et détaillant les process ainsi que la gestion du SAV... Ce mémoire présente 3 **projets de menus** sur 4 semaines (pour la catégorie maternelles, élémentaires et collèges/adultes) et le **programme détaillé des animations prévues**.

En annexe du mémoire technique : joindre un organigramme et les CV, notamment le CV du Chef gérant, les formations suivies...

4. Un **mémoire environnemental** permettant de juger de la **qualité environnementale des produits** et présentant les mesures engagées pour la **revalorisation des déchets** produits par l'exécution du marché.

A l'appui du mémoire environnemental sont transmis :

- les **fiches techniques** préciseront les gammes de produits composant le plan alimentaire sur 4 semaines soumis au titre de l'offre ;
- les **plans alimentaires sur 4 semaines** - déclinés pour chaque catégorie (maternelle, primaire et collèges) - indiquent la part des produits de 1ère gamme, le pourcentage de produits en approvisionnement direct, labellisés et issus de l'agriculture biologique. Il est présenté avec la grille d'analyse des fréquences des aliments, les fournisseurs, indiquant le lieu de production et permettant de définir le pourcentage de produits labellisés/bio/soussigne de qualité, utilisés ;

5. Le **certificat de visite** des sites.

Il est recommandé aux candidats de signer leur acte d'engagement électroniquement au moment du dépôt de leur offre. Si l'offre n'a pas été signée lors du dépôt, l'entreprise sera invitée, après attribution du marché à signer les pièces du marché avec un certificat de signature électronique.

Afin d'assurer le respect de l'égalité de traitement des candidats, l'absence de tout document listé ci-dessus pourra conduire au rejet de l'offre.

Les offres devront être entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Les candidats veilleront particulièrement à renseigner dans l'acte d'engagement :

- Le numéro SIRET sur lequel sera imputée la facturation. Il doit correspondre à celui de l'établissement soumissionnaire ;
- Une adresse électronique de référence afin de permettre les échanges nécessaires à la consultation et à l'exécution du marché.
- L'adresse électronique de référence pour la transmission des bons de commande.

Il est à noter que toutes les correspondances liées au marché seront exclusivement effectuées par l'intermédiaire de la plateforme de dématérialisation des marchés publics :

[Alsace Marchés Publics](#)

Il est rappelé aux candidats que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

6.Examen des candidatures, jugement des offres et attribution du marché

Le jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2144-1 à 2144-7 (examen des candidatures), R2152-1 à R2152-12 (jugement des offres) du Code de la commande publique et dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique. Les offres régulières, acceptables et appropriées et qui n'auront pas été rejetées en application des articles R2152-3 à R2152-5, seront classées par ordre décroissant en appliquant les critères d'analyse définis ci-dessous. Ce classement sera effectué par l'acheteur. L'offre classée n° 1 sera considérée comme "l'offre économiquement la plus avantageuse".

L'offre économiquement la plus avantageuse ne se confond pas avec l'offre au prix le plus bas. Les critères de sélection choisis ainsi que leurs modalités de mise en œuvre

mentionnées ci-dessous, permettront à l'acheteur de porter une attention toute particulière à la performance globale, à la qualité et aux modalités d'exécution des missions de la présente consultation.

6.1 Examen des candidatures

L'examen des candidatures se fera selon les **capacités techniques, financières et professionnelles** mentionnées ci-dessus.

L'acheteur se réserve la possibilité d'éliminer les candidatures ne répondant pas aux exigences précisées le cas échéant dans le règlement de la consultation et pouvant porter notamment sur la capacité (diplômes, certificats, qualifications professionnelles...), le chiffre d'affaires minimum, les moyens techniques,

6.2 Jugement des offres

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
Prix	50 points
Le prix sera jugé sur le montant du prix total hors taxes résultant de la partie « DETAIL QUANTITATIF ESTIMATIF » du bordereau du prix unitaire (BPU). Le candidat ayant fait l'offre moins-disante se verra attribuer la note maximale de 50 points, la note des autres candidats sera déterminée par application de la formule suivante : (Prix de l'offre du moins-disant x 50) / Prix de l'offre du candidat	
Valeur technique	30 points
La valeur technique sera notée sur la base du mémoire technique et de ses annexes et sous pondérés de la manière suivante :	<i>Dont</i>
Organisation du service : <i>Moyens humains et matériels, outils suivi et reporting, formation, évaluation de la satisfaction des convives</i>	<i>10 points</i>
Diversité des propositions de préparations, saisonnalité, fraîcheur, fait-maison : <i>Plan alimentaire, menus, repas végétariens, repas à thème, animations, tableau des approvisionnements (gamme de produits), engagements fait-maison, saisonnalité, fraîcheur</i>	<i>20 points</i>

Performance environnementale et en matière de développement des approvisionnements directs	20 points
<i>Jugées selon le mémoire environnemental et ses annexes et sous pondérés de la manière suivante :</i>	<i>Dont</i>
<p>Recours à des denrées respectueuses de l'environnement : <i>Présentation des moyens mis en œuvre (conditions de production et d'élevage, pas seulement transport ou conditionnement)</i></p> <p>Qualité des produits, performances en matière de développement des approvisionnements directs de produits de l'agriculture : <i>Politique d'achat, modalités de référencement, tableau des approvisionnements, nombre d'intermédiaires, typologie fournisseurs (grossistes/producteurs), plan de progrès (approvisionnements directs)</i></p>	<i>15 points</i>
Mesures contre la production de déchets plastiques et mesures contre le gaspillage alimentaire : <i>Contenants (bacs gastro + conditionnements vrac yaourts / fromages par ex), emballages individuels. Présentation des moyens mis en œuvre en amont (cuisine centrale) et aval, sensibilisation des convives</i>	<i>5 points</i>

Barème :

Le nombre de points associé à chacun des sous-critères mentionnés ci-dessus, sera obtenu comme suit :

- Sous critère renseigné de manière complète, exhaustive et répondant au-delà des attentes de l'acheteur = 100% des points,
- Sous critère renseigné de manière complète, exhaustive et répondant de façon pertinente aux attentes de l'acheteur = 75% des points,
- Sous critère répondant partiellement aux attentes de l'acheteur = 50 % des points,
- Sous critère répondant peu aux attentes de l'acheteur ou présentant des incohérences = 25 % des points,
- Sous critère ne répondant pas aux attentes de l'acheteur (hors sujet) ou non conforme à la réglementation en vigueur : selon les cas, la note peut être dégradée ; l'offre peut être déclarée irrégulière (art L2152-2 du CCP) ou encore être mise en conformité dans les conditions de l'article R.2152-1 du CCP si des négociations sont entamées.

6.3 Négociation

L'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans engager de négociations.

En cas de négociations, l'acheteur écarte les offres inappropriées, et après négociation éventuelle avec l'ensemble des candidats retenus, choisira l'offre économiquement la plus avantageuse.

Ainsi, à l'issue d'une première analyse des offres, les offres inappropriées sont éliminées et l'acheteur négociera avec l'ensemble des candidats ayant remis une offre conforme, irrégulière ou inacceptable.

L'acheteur informera les candidats admis à négocier par une lettre d'invitation transmise par la plateforme alsacemarchespublics.eu. Les négociations pourront porter tant sur le prix que la valeur technique des offres présentées.

Cette lettre précisera les points de l'offre soumis à la négociation ainsi que le déroulé de celle-ci (dont notamment le délai imparti aux candidats pour faire leur proposition).

La négociation pourra être menée par échanges écrits ou oraux et en plusieurs tours. Les candidats ne souhaitant pas participer aux négociations en informent l'acheteur par écrit. Dans ce cas, l'analyse portera sur l'offre initiale.

L'analyse de l'offre des candidats s'effectuera, soit sur la dernière offre négociée déposée, soit sur l'offre initiale si aucune offre post négociations n'a été proposée.

A l'issue des négociations, l'acheteur procédera à une nouvelle notation des offres, selon les critères fixés au présent règlement de la consultation, de laquelle découlera le classement permettant de désigner l'attributaire.

6.4 Rectification des offres

En cas d'erreur de multiplication, d'addition dans le détail quantitatif estimatif intégré au bordereau du prix unitaire, l'acheteur rectifiera ce document pour l'analyse du critère prix.

6.5 Attribution du marché

Si l'offre n'a pas été signée lors du dépôt, l'entreprise sera invitée, après attribution du marché, à signer les pièces de ce dernier avec un certificat de signature électronique.

Conformément à l'article R. 2143-6 à 2143-10 du Code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir les documents qui justifient qu'il n'entre pas dans les cas d'interdiction de soumissionner et l'attestation d'assurance (article 12 du CCP) dans un délai de 7 jours à compter de la demande de l'acheteur. À défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat retenu sera rejetée et il sera éliminé. Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

7. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres

La Commune de Souffelweyersheim préconise, pour les documents nécessitant une signature électronique, **le format PDF pour les documents**.

La transmission des documents par voie électronique est imposée. Elle se fait à l'adresse suivante : <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu/>.

Une **assistance** à l'utilisation de la plateforme est disponible du lundi au vendredi, de 09h à 12h et de 14h à 17h au **numéro unique** suivant : **03.69.49.39.10** ou par **mail** : **contact@alsacemarchespublics.eu**.

Le fuseau horaire de référence sera celui de Paris.

Il est interdit de transmettre des plis via un autre moyen électronique (courriel, plateforme de téléchargement...), dans ce cas, les plis seront détruits. De même, la transmission des plis au format papier est interdite, hormis pour les copies de sauvegarde.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Si un nouveau dépôt électronique est effectué par le même candidat, celui-ci annule et remplace le dépôt précédent, il sera considéré comme une offre complète et doit contenir tous les éléments attendus.

Copie de sauvegarde :

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB) ou sur support papier. Cette copie est transmise à l'adresse ci-dessous, sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde », l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'entreprise.

Adresse :

Commune de Souffelweyersheim – 1 place du Général de Gaulle –
67460 SOUFFELWEYERSHEIM.

Horaires d'ouverture en cas de remise directe :

du lundi au jeudi de 8h00 à 12h00 et de 13h00 à 17h00

le vendredi de 8h00 à 12h00 et de 13h00 à 16h00

Les documents de la copie de sauvegarde doivent être signés (pour les documents dont la signature est obligatoire). Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support physique choisi est électronique, la signature est électronique.

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte dans les cas décrits dans l'arrêté du 22 mars 2019 modifié par l'arrêté du 14 avril 2023.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure.

8. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires relatifs à cette consultation, les candidats devront faire parvenir en temps utile leur demande :

- De manière électronique, exclusivement sur la plateforme de dématérialisation, sur l'URL suivante : <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu>

Seules les demandes adressées au moins 7 jours avant la date limite de réception des offres feront l'objet d'une réponse de la part de l'acheteur.

Une réponse sera adressée au plus tard 5 jours avant la date fixée pour la réception des offres aux candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sur la plateforme de dématérialisation après s'être préalablement identifiés

Concernant les informations relatives à la remise des offres dématérialisées, il convient de se reporter à l'article *Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres* du présent document.

9. Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Strasbourg

31 avenue de la Paix

BP 51038

67070 STRASBOURG CEDEX

Tél : 03 88 21 23 23

Courriel : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr>

La décision d'attribution peut faire l'objet d'un recours gracieux adressé au Maire de la Commune de Souffelweyersheim dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision attaquée.

Elle peut également faire l'objet des recours suivants devant le Tribunal administratif de Strasbourg, dans les conditions prévues par les textes et la jurisprudence :

- Référé contractuel dans les 31 jours suivant la publication de l'avis d'attribution au JOUE ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat, ou, en l'absence de publication d'un tel avis ou de la notification précitée, dans les 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat (articles L551-13 et R 551-7 et suivants du CJA).
- Recours pour excès de pouvoir (en cas de contestation des clauses réglementaires du contrat) dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de la notification de la décision ou de l'acte attaqué en procédure formalisée (article R.421-1 du code de justice administrative).
- Recours de pleine juridiction ouvert à tout candidat évincé dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées (CE, 4 avril 2014,

Département du Tarn et Garonne n°358994).

Vous avez la possibilité de déposer votre requête :

- I Soit en mains propres à l'accueil de la juridiction ;
- II Soit par voie postale à l'adresse indiquée plus haut ;
- III Soit par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyens (la procédure est détaillée sur le site internet dédié <https://www.telerecours.fr/particuliers-personnes-droit-prive/>) ».

Différends liés à l'exécution du marché de chacun des lots (article R.2197-1 du Code de la commande publique) l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité Consultatif Interrégional du Règlement Amiable des Litiges

Préfecture de Meurthe et Moselle

1 rue du Préfet Claude Erignac

54038 NANCY CEDEX

Tél : 03 83 34 25 65

Télécopie : 03 83 34 22 24

Courriel : caroline.page@meurthe-et-moselle.gouv.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://meurthe-et-moselle.gouv.fr>